

Marie-France Ludmann-Obier

Chargée de recherche

Centre d'Etudes germaniques

Université R. Schuman Strasbourg

La mission du CNRS en Allemagne (1945-1950)

CRÉATION ET INSTALLATION DE LA MISSION

Le rapport d'activité du CNRS pour l'année 1944-45¹ fait remonter à mars 1945 le projet d'envoyer aux armées derrière les troupes de combat des missions scientifiques de prospection, de récupération et d'information. La fonction « récupération » n'était pas une nouveauté : en décembre 1944, le général Koeltz², chef de la mission militaire pour les Affaires allemandes (MMAA)³, signalait l'intention du Gouvernement provisoire de la République française d'opérer, avant même la défaite allemande, des prélèvements de matières, produits et matériels dans les territoires déjà occupés ou qui allaient l'être.

L'idée de systématiser la prospection et l'information scientifique était par contre plus nouvelle et on la voit apparaître simultanément du côté des militaires et des scientifiques. Une note de l'Etat-major général de la Défense nationale⁴, datée du 15 janvier 1945, souligne que la préparation et la conduite de la guerre exigent l'utilisation de tous les moyens scientifiques disponibles. D'où la double nécessité de poursuivre les recherches dans le but d'améliorer l'armement et ses méthodes d'emploi, mais aussi de se renseigner sur les réalisations et les projets de l'ennemi et de leur trouver une parade. Il existait jusque là des organismes dans les différents départements militaires, mais l'auteur de la note préconisait d'associer à leurs travaux des hommes de science qualifiés, dans le but de conseiller le commandement. Trois jours plus tard, le comité de la Défense nationale décidait la création d'un comité de Coordination scientifique (CCSDN) dont la présidence devait être

1. Archives du CNRS 80 284/liasse 55.

2. Lettre au chef de la mission française auprès de l'Etat-major interallié. Service historique de l'armée de terre (abrégé par la suite en SHAT) Mission militaire aux Affaires allemandes (MMAA) 8P25.

3. La MMAA avait été créée le 18 mai 1944 par le général de Gaulle, dans le but de former en France des équipes spécialisées ayant pour tâche de prendre le relais des grandes unités opérationnelles pour l'administration des territoires occupés. Elle dépendait de l'Etat-major général de la Défense nationale (EMGDN).

4. SHAT. EMGDN 4^e section/4Q86.

confiée à un officier général et, pour bien matérialiser la collaboration, la vice-présidence au directeur du CNRS, Frédéric Joliot.

Ce n'était que justice : celui-ci au même moment multipliait les ouvertures et les propositions de collaboration avec les militaires. « *Le CNRS — déclarait-il le 8 février à une réunion de la MMAA⁵ — attacherait un grand prix à ce que des agents de liaison techniques puissent accompagner les troupes de première ligne afin d'obtenir que, dans toute la mesure du possible, soient protégées les installations scientifiques. Il a été remarqué, en effet que lorsque les agents de liaison de l'échelon groupe d'armée arrivaient sur les lieux, les destructions militaires et le pillage avaient en général rendu ces installations inutilisables* ».

Cette proposition ne semble pas avoir rencontré beaucoup d'écho du côté des militaires qui craignaient sans doute d'y voir une entrave à leur liberté d'action en période d'opérations. Nous n'avons en tout cas trouvé nulle part de preuves que des « accompagnateurs » civils aient participé à ce titre à la campagne d'Allemagne. Ceci est corroboré par la manière assez vague dont est rédigé le rapport du CNRS précédemment mentionné. Il indique simplement que son directeur « *avait conçu le projet d'envoyer aux armées derrière les troupes de combat, des missions de prospection, de récupération et d'information scientifique* ». Il est donc à peu près certain qu'aucune mission ne fut envoyée avant la capitulation allemande du 8 Mai. Avec la section T de la 1^{re} Armée rattachée au 2^e bureau de son état-major, les militaires disposaient de suffisamment de spécialistes issus de leurs rangs pour ne pas avoir besoin de civils avant la fin du conflit. Ces spécialistes, placés sous le commandement du colonel de Verbigier de Saint Paul avaient pour mission de découvrir et d'exploiter les « objectifs T »⁶, c'est-à-dire notamment les usines ou centres de recherche susceptibles d'intéresser la Défense nationale au sens le plus large.

C'est tout naturellement à cette section T que furent intégrés les premiers envoyés du CNRS vers le milieu du mois de mai. Voyant la situation se clarifier au point de vue militaire, Frédéric Joliot ne cessait de proposer aux instances compétentes des listes de spécialistes prêts à partir pour l'Allemagne. On retrouve sur ces listes beaucoup de chimistes en raison de l'important développement de cette industrie de l'autre côté du Rhin et également de nombreux alsaciens réputés pour leur bilinguisme⁷.

Les premiers à partir, le 12 mai 1945, furent les professeurs Lwoff et Berthelot qui se rendirent immédiatement à Lindau, au bord du lac de Constance, où se trouvait le quartier général de la 1^{re} Armée. Ils y rencontrèrent le lendemain même Henri Moureu, directeur du laboratoire municipal de la préfecture de police, que l'État-major général de la Défense nationale venait de dépêcher d'urgence auprès de la 1^{re} Armée car de nouvelles installations concernant les V2 venaient d'être décou-

tes dans la zone occupée par les troupes françaises. Il était donc un des premiers à avoir expérimenté les difficultés des missions en Allemagne et la lettre⁸ qu'il adressait quelques jours plus tard à F. Joliot est éloquentes à cet égard.

La tenue civile qu'il portait dans un pays hostile et occupé présentait comme seul avantage de pouvoir discuter d'égal à égal avec les militaires de tous rangs. Les inconvénients, en revanche étaient innombrables : difficulté de logement, de subsistance et de transport, alors qu'un officier en mission était automatiquement pris en charge nuit et jour par n'importe quelle unité; méfiance des services de sécurité français et risque d'être pris pour un ressortissant allemand; insécurité résultant du fait qu'un civil ne pouvait être armé et n'avait pas le droit de circuler après le couvre-feu; autorité amoindrie vis-à-vis d'éventuels prisonniers allemands à interroger. Bref, l'envoyé considérait qu'il n'aurait jamais pu accomplir sa mission sans l'aide des deux officiers qui l'avaient accompagné constamment. Il préconisait par conséquent d'attribuer aux scientifiques en Allemagne un grade d'assimilation en rapport avec les fonctions exercées dans le civil, mais de toute façon au moins égal à celui de capitaine. Munis des insignes de ce grade et d'une arme portée de façon apparente, ils seraient alors en mesure de remplir leur tâche efficacement.

Pour l'organisation matérielle de la mission, H. Moureu proposait de créer « *une unité indépendante ayant à sa tête un capitaine assisté d'un lieutenant et de quelques sous-officiers qui pourraient avoir la main sur le personnel indispensable de secrétaires, chauffeurs, cuisiniers et hommes pour la popote, personnel chargé du transport et de l'expédition du matériel* ». A ce train de vie, il ajoutait encore l'usage de 20 voitures et de chauffeurs, argumentant qu'un tiers des véhicules serait immobilisé en permanence par les révisions et les réparations. Ce pourcentage nous semble exorbitant maintenant; les mois suivants allaient démontrer qu'il était encore très optimiste en raison de la pénurie future en carburant, pièces détachées et surtout en pneumatiques !

Les soucis exprimés par H. Moureu inspirèrent évidemment la lettre⁹ adressée au même moment par le général de Lattre à l'EMGDN et qui souligne la nécessité de mettre en uniforme les scientifiques en mission pour leur faciliter la tâche. Ce qui fut fait en effet : le rapport du CNRS pour 1944-45 déjà cité, nous apprend que les directeurs de recherche et professeurs de faculté recevaient le grade de lieutenant-colonel, les maîtres de recherche et maîtres de conférence celui de commandant, les chargés de recherche et chefs de travaux celui de capitaine et les attachés de recherche et assistants celui de lieutenant. Tous touchaient au départ de Paris un uniforme complet prêté par l'intendance. Ils étaient astreints à la discipline militaire et leur subsistance était assurée par les services de l'administration militaire en Allemagne. Pour couvrir leur frais de nourriture et de logement sur le terrain, ils recevaient du CNRS une indemnité journalière de 190 à 220 Francs par jour suivant leur position universitaire.

5. SHAT. MMAA/8P25.

6. Directive relative à l'exploitation des renseignements d'ordre économique et à la récupération, datée du 7 mai 1945. Archives du CNRS 700 283/liasse 36.

7. On retrouve ainsi notamment les noms de Lwoff, Kastler, Rothe, Denivelle, Maresquelle, Moureu (Henri), etc.

8. Lettre de H. Moureu à F. Joliot du 23 mai 1945. Archives du CNRS 700 283/liasse 51.

9. Lettre du 15 mai 1945. SHAT. EMGDN 4^e section 4Q97/dossier 3.

L'échelon précurseur de ce qui allait devenir la mission CNRS était donc constitué, comme nous l'avons vu, d'André Lwoff, le futur prix Nobel de l'institut Pasteur et de Philippe Berthelot, alors assistant au collège de France. Ces deux pionniers, installés au quartier général de la 1^{re} Armée à Lindau, devaient centraliser tous les renseignements intéressants les scientifiques en Allemagne. Dans le cas d'objectifs bien déterminés et nettement précisés, le CNRS procédait à l'envoi sur les lieux d'une mission spécialisée¹⁰. La première de ces missions, conduite par le professeur Cagniard arriva le 22 mai 1945 et fut prévenu par le colonel Dupuy, chef de la mission technique à l'EMGDN que du matériel scientifique enlevé par les Allemands à l'université de Strasbourg venait d'être découvert à Tübingen. Ce matériel une fois identifié — il provenait en grande partie de l'institut de Chimie — fut confié à Hubert Forestier, futur directeur de cet institut, pour être rapatrié.

Une série de missions se succédèrent ainsi pendant cette période transitoire. Les dizaines de rapports conservés dans les archives du CNRS et concernant les visites d'objectifs « T » sont la preuve de l'activité débordante et de l'enthousiasme de ces missions qui travaillaient pourtant dans des conditions pénibles dans un pays dévasté par la guerre.

Petit à petit les structures prirent un tour plus officiel. André Lwoff retourna dès juillet 1945 à son laboratoire et fut remplacé par le professeur Cagniard déjà mentionné. Installé à Offenbourg, il contrôlait¹¹

- une mission Bade-Forêt Noire installée également à Offenbourg,
- une mission Bavière-Wurtemberg à Lindau,
- une mission Tyrol-Vorarlberg à Innsbruck.

Deux autres étaient prévues de surcroît, l'une à Mayence, l'autre à Coblenche.

Même ainsi structuré, l'ensemble continuait à dépendre étroitement de la section T. Lorsque celle-ci fut dissoute à la fin de juillet, en même temps que la 1^{re} Armée dont elle faisait partie, elle fut remplacée par un organisme analogue aux FIAT (Field Information Agency for Technics) anglaise et américaine. Cette section française d'information scientifique et technique — c'était son nom officiel, mais tout le monde continua à parler de FIAT française — vit le jour par un arrêté du Commandant en chef en date du 5 septembre 1945.

Sa mission était de « centraliser et diriger la recherche scientifique en ZFO et de collaborer avec les Alliés au travail d'investigation scientifique sur l'ensemble du territoire allemand »¹². Elle comprenait un état-major sous la direction du colonel de Verbigier de Saint Paul (entre temps devenu inspecteur général) et cinq sous-sections de recherche fournies par les différents départements intéressés : Guerre, Air, Marine, PTT (Centre national d'Etude des Télécommunications) et Education nationale. Cette dernière sous-section n'était autre que la mission CNRS qui nous intéresse.

10. Lettre de F. Joliot au général Juin datée du 26 mai 1945. SHAT *ibid.*

11. Historique de la mission CNRS (s.d.) Archives du CNRS 80 284/liasse 115.

12. Sur l'action de la FIAT cf. M.-F. Ludmann-Obier, Le contrôle de la recherche scientifique en zone française d'occupation en Allemagne (1945-1949) dans *Revue d'Allemagne*, N° 4 (1988), p. 397-414.

Pour savoir ce que furent les rapports entre la FIAT et le CNRS, il suffit de laisser la parole aux envoyés de celui-ci : « Aussi bien auprès de la section T que de la FIAT (...) la mission scientifique a toujours reçu l'accueil le plus bienveillant et l'aide la plus précieuse. Dans le domaine matériel, les questions de logement, de nourriture, d'ordres de mission, de laissez-passer, etc... ont toujours reçu d'heureuses solutions, hors desquelles il aurait été impossible aux membres du CNRS en Allemagne d'effectuer le moindre travail. Dans le domaine moral, la mission scientifique a également trouvé auprès de la FIAT française et de son chef un large esprit de compréhension »¹³.

Cette collaboration exemplaire avait bien failli être interrompue en octobre 1945 par un de ces conflits d'attribution bien caractéristique de la période. Raymond Schmittlein, alors directeur de l'Education publique dans le gouvernement militaire créé à Baden-Baden souhaitait voir la mission du CNRS rattachée à ses services et non à la FIAT¹⁴. Il basait son argumentation sur ce que, dans l'esprit du ministre de l'Education nationale René Capitant, tous les services dépendant de ce ministère et ayant des représentants en Allemagne devaient être rattachés à l'Education publique. La demande était présentée de telle manière que le colonel de Saint Paul menaçait de démissionner si la section lui était enlevée. Frédéric Joliot, parfaitement conscient de l'avantage que représentait pour le CNRS son intégration à la FIAT, intervint personnellement auprès du ministre pour appuyer cette solution. « Le général Dassault, à ma demande, avait réussi en accord avec le général Koenig, à faire intégrer notre mission scientifique à la FIAT française, ce qui lui donnait des moyens d'action considérables. Je suis donc très désireux que rien ne soit changé ». Un arrangement fut trouvé sous la forme d'une liaison permanente entre les deux structures maintenant l'Education publique informée de l'action du CNRS — et préservant donc ainsi les susceptibilités — mais assurant aussi à celui-ci le soutien logistique des militaires dont il n'aurait pu se passer.

L'incident paraissait clos après ces mesures d'apaisement. En fait, une sourde rivalité devait toujours subsister entre les parties et resurgir à tout propos, qu'il soit question de transferts de matériel, de nominations de scientifiques ou de contrôle de laboratoires. Nous aurons l'occasion d'y revenir en examinant l'action de la mission CNRS dans les principaux domaines d'action qui lui avaient été assignés.

LA RÉCUPÉRATION DE MATÉRIEL

Partant de l'idée fort répandue à l'époque que de nombreux laboratoires français avaient été pillés par les Allemands pendant l'Occupation ou détruits par faits de guerre, le CNRS considérait que tout laboratoire ayant plus ou moins travaillé pour la guerre pouvait être

13. Aperçu sur l'activité de la sous-section CNRS de la french FIAT (6 novembre 1946) Archives du CNRS 700 283/liasse 35.

14. Note de De Donder à F. Joliot (17 octobre 1945) Archives du CNRS *ibid.*

considéré comme prise de guerre. Quoique très large, cette conception était alors parfaitement acceptée. Le CNRS put ainsi récupérer 800 tonnes¹⁵ de matériel scientifique constitué en grande partie par des machines outils, mais aussi par divers appareils de laboratoire, notamment des microscopes électroniques qui étaient inconnus en France jusque là. Ce matériel, évalué à 50 millions de francs figure sur un inventaire transmis à la commission de Répartition, mais une quantité au moins égale d'équipements fut répartie entre l'enseignement technique (500 machines outils), les laboratoires de Bellevue (100 tonnes de matières premières introuvables à l'époque comme du nickel pur, des aciers spéciaux, du laiton, etc...), de Grenoble (2 installations de Rayons X, un microscope électronique) et de la Sorbonne. Tout ce matériel n'avait coûté jusque là à la France que le prix de son transport, encore celui-ci n'était-il pas sans risques. André Lwoff¹⁶ apprenait ainsi le 31 juillet 1945 que des wagons étaient systématiquement détournés de leur destination en gare de Lindau par des équipes qui changeaient les étiquettes apposées sur ceux-ci. C'est ainsi qu'un wagon destiné au CNRS et chargé de machines outils avait été dirigé sur les usines Renault à Boulogne-Billancourt. Dans un autre¹⁷, destiné au centre de Bellevue, les machines envoyées sans aucun calage, ni emballage, ni amarrage, s'étaient renversées les unes sur les autres pendant le trajet et étaient inutilisables !

Malgré ces incidents finalement mineurs, le bilan de l'opération restait très positif et pouvait se défendre sur le plan moral puisque la France pouvait prouver l'enlèvement par les Allemands de 60 000 machines outils dans l'industrie, non comptées les 17 900 prises dans les arsenaux.

D'autres opérations étaient plus discutables. L'idée d'enrichir les collections du Museum d'Histoire naturelle par enlèvement et transfert des fossiles du lias appartenant au musée de Stuttgart, telle qu'elle fut imaginée par un envoyé du CNRS, le professeur Arambourg¹⁸, souleva par contre la plus vive émotion et fit même l'objet d'une plainte du gouvernement régional du Wurtemberg. Celle-ci sut trouver l'oreille de R. Schmittlein qui trop content de traiter d'acte de pillage caractérisé le zèle de l'envoyé du CNRS, pria l'administrateur général Laffon, chef du Gouvernement militaire, de rappeler le coupable « *au respect des règlements et des convenances et de le faire aviser que sa présence en zone n'était plus désirable* ». Pour lui, les réquisitions devaient être demandées à la direction des Réparations restitutions par la commission de Récupération artistique... et avoir reçu l'aval de ses services. Dans sa réponse le ministre mettait hors de cause le professeur Arambourg qui s'était entouré de toutes les garanties nécessaires à l'époque des faits et relevait même, non sans ironie, qu'il lui aurait été difficile d'obtenir en juillet 1945 l'aval de l'Éducation publique, puisque celle-ci n'avait pas encore été mise en place à ce moment.

L'incident était donc clos cette fois-ci, mais Raymond Schmittlein trouva encore par la suite d'autres occasions de s'opposer aux prélèvements du CNRS en zone. C'est ainsi qu'en janvier 1946, il tenta, mais en vain, de s'opposer à l'enlèvement du matériel de l'école normale de Bad-Rippoldsau, la seule en état de fonctionner d'après lui en Z.F.O. et dont l'ouverture lui paraissait essentielle pour former des instituteurs rééduqués¹⁹.

Beaucoup plus grave pour le CNRS que ces problèmes ponctuels où les justes préoccupations du long terme se mêlaient à des mesquines susceptibilités personnelles, fut la création d'un service d'import-export et l'entrée en scène des Douanes. Tout le monde pensait en effet que le matériel récupéré en Allemagne, considéré comme prise de guerre, serait livré gratuitement. Le CNRS fut tout d'abord alerté par la visite d'inspecteurs du ministère de la Production industrielle en mars 1946. Ceux-ci demandèrent à expertiser le matériel récupéré qui avait été déclaré en douane. Aux démarches entreprises par le CNRS auprès de la direction des Prix, l'administration répliqua que les prises de guerre n'existaient pas²⁰ et que le matériel serait facturé à 80 % de sa valeur mondiale, ceci par faveur spéciale faite au CNRS²¹. Du côté des bénéficiaires, ce fut la consternation : la plupart déclarèrent que s'ils avaient pensé devoir payer ce matériel, ils se seraient abstenus de le demander, ou auraient du moins réduit leurs demandes au matériel indispensable.

La situation du CNRS était encore compliquée par les Problèmes douaniers et commerciaux²². Il existait en effet un service des importations et des Exportations (SIE) qui détenait le monopole des importations en France, une mission commerciale, celui des contrats commerciaux entre la France et l'Allemagne et l'OFICOMEX celui des opérations commerciales en zone française d'occupation. Dans sa superbe ignorance basée sur sa bonne foi, le CNRS ignorait simplement que toute infraction à l'un de ces monopoles était passible de la cour martiale pour commerce avec l'ennemi !

Dans la pratique les choses se révélaient tout de même moins tragiques. Si le SIE avait été créé 3 mois avant la fin des hostilités, il n'avait commencé à se manifester que vers la fin du mois de décembre 1945, la douane en octobre seulement, quant à l'OFICOMEX qui datait, lui, du mois de décembre, sa mise en place avait été fort longue et il ne fonctionnait réellement que depuis le mois de mai 1946. Les opérations commerciales du CNRS auraient difficilement pu être tout à fait régulières avant cette date. D'ailleurs, comme le disait Cagniard lui-même : « *Si nous avions été esclaves de la règle, nous n'aurions pas importé les 900 000 marks de matériel que nous avons introduits en France honnêtement, quoique frauduleusement* ».

19. Lettre du 10 janvier 1946. A.O. Ibid.

20. En droit international, le butin de guerre doit, s'il appartient à un état belligérant, servir ou avoir servi à des buts de guerre et, s'il est propriété privée, appartenir à l'une des catégories suivantes : moyens de transport et d'information ou objets à usage militaire. Surtout, ces biens devaient avoir été confisqués pendant la durée des combats.

21. Historique et activité... Op. cit.

22. Sur l'ensemble de cette affaire cf. note de M. Autheman du 2 juillet 1946. (Archives du CNRS ibid.) et note de Cagniard pour le CNRS du 4 juillet 1946 (Archives du CNRS 700 283/liasse 35).

15. Historique et activité de la mission CNRS. Archives du CNRS 80 284/liasse 115.

16. Note du 31 juillet 1945. Archives du CNRS. Ibid.

17. Rapport d'expert du 24 avril 1946. Archives du CNRS. Ibid.

18. Sur le détail de cette affaire voir : Archives de l'occupation française en Allemagne. Colmar. (Abrégé par la suite en A.O.) Affaires culturelles Cabinet. Paquet 70.

Il était néanmoins grand temps de régulariser la situation. La direction des Douanes accepta pour sa part de fermer les yeux sur les opérations antérieures au 1^{er} juillet 1946. Elle accorda de surcroît une exemption totale pour le matériel de laboratoire (microscopes, spectrographes, etc.) à l'exclusion d'articles non spécifiques tels que les machines à calculer, les blouses, les machines outils.

En ce qui concerne le règlement des matériels prélevés en Allemagne pendant les premiers mois de l'occupation, il semblerait que le CNRS n'eut finalement rien à payer, puisqu'un rapport datant de 1948²³ insiste sur le fait que ce matériel fut distribué gratuitement. De surcroît, des tours qui n'étaient pas directement utilisables par le CNRS furent vendus par les Domaines pour un total de 2,1 millions de francs.

Le désir de remise en ordre manifesté par l'administration s'explique probablement en partie par le fait que certaines irrégularités semblaient avoir été commises sous couvert du nom du CNRS pendant la période initiale notamment.

André Lwoff²⁴ avait ainsi vu arriver en juin 1945 un envoyé annonçant qu'il voulait récupérer du matériel « pour les écoles de chimie ». Interrogé sur ces écoles, il n'avait pu fournir aucune explication supplémentaire et, de surcroît, son ordre de mission annonçait comme but « prospection d'appareils pour l'industrie chimique », ce qui était tout à fait différent. Comme le notait le représentant du CNRS en Allemagne, il n'y avait pas d'inconvénient à ce que l'industrie prélève du matériel, mais ce camouflage derrière les écoles de chimie était suspect.

ACHATS DE MATÉRIEL

En dehors des prélèvements de matériel qui portaient en général sur des équipements déjà usagés, la mission CNRS effectua également de très importantes commandes de matériel neuf :²⁵ machines à calculer, balances de précision, appareils de mesure électriques, d'optique, verrerie de laboratoire... Pour ces achats, le CNRS avait demandé le 27 février 1946 au ministère de la production industrielle une inscription au plan d'importation pour une somme de 4,25 millions de marks puis, devant l'urgence de la question, directement au ministère de l'Économie nationale un crédit de 2,9 millions de marks. Ce crédit lui avait été accordé le 19 mars. Les fonds étaient virés à la mission CNRS en Allemagne et, changés au titre militaire, servaient à payer directement les fournisseurs allemands. Cette façon d'agir, totalement irrégulière, ne tarda pas à soulever des problèmes administratifs. En attendant, jusqu'à fin juin 1946, environ 700 000 marks de matériel neuf purent ainsi être achetés,

23. Archives du CNRS 80 284/liasse 115.

24. Archives du CNRS 700 283/liasse 50.

25. Sur les achats de matériel cf. Archives du CNRS 700 283/liasse 35 et 80 284/liasse 115.

dont la valeur, d'après la mission CNRS, était quatre fois supérieure. En fait même après cette date, des achats continuèrent à être effectués, sans l'intervention de l'OFICOMEX, mais avec son accord, dans les zones alliées, en Autriche et surtout à Berlin. Ils étaient faits directement en marks, alors qu'au terme des accords interalliés, ils auraient dû l'être en dollars. La régularisation ne devait s'effectuer qu'en cas de protestation des Anglo-saxons, ce qui ne fut pas le cas. Au total, pendant cette période initiale de liberté, puis de semi-liberté, c'est environ 8 millions de francs de matériel qui purent ainsi être importés. Outre l'avantage financier, il est important de signaler que la plupart de ces équipements n'existaient pas sur le marché français ou avec des délais de livraison très supérieurs.

Après régularisation, à partir de juillet 1946, tous les achats faits en zone française le furent par l'intermédiaire de la mission commerciale française. Le fournisseur était payé en marks au prix intérieur allemand, généralement très bas, par l'OFICOMEX. Celui-ci était remboursé par le SIE sur la base de 80 % du prix mondial exprimé en dollars. Les 20 % restants étaient portés au crédit du compte Réparations de la France. Le SIE se faisait rembourser ensuite par le CNRS à un prix dont celui-ci lui-même reconnaissait « qu'il était fixé plus en considération des intérêts de la France que des intérêts de l'Allemagne ». Plus concrètement, un exemple chiffré fut donné à la réunion du 2 juillet 1946 entre les envoyés du CNRS et ceux d'OFICOMEX : un tour coûtant en France 200 000 francs était acheté en Allemagne 50 000 francs et revenait avec le transport et les frais divers à 125 000 francs.

Dans d'autres cas l'opération devait être plus intéressante encore puisque, dans un bilan récapitulatif de 1948²⁶, le CNRS fait état d'une cession au double du prix des matériels ainsi achetés, pour les laboratoires dépendant de l'Éducation nationale et au triple pour les autres. Pour ceux relevant du Centre, ce prix, directement déduit de leurs crédits d'équipement, ne représentait encore en moyenne que le quart du prix français.

CONTRÔLE DES LABORATOIRES

Un certain nombre d'organismes français en Allemagne, notamment la Production industrielle et les différentes missions militaires, avaient été chargés du contrôle de la recherche allemande, soit sous forme de transfert de savants et de techniciens²⁷, soit de direction et de surveillance des travaux de recherche, éventuellement financés par eux.

Le CNRS ne fut pas appelé à effectuer de tels transferts, ni à financer directement des recherches. Il lui arriva même à l'occasion de jouer un rôle négatif dans ces transferts. Un spécialiste allemand du froid,

26. Historique et activité... op. cit.

27. Sur les transferts de savants et de techniciens cf. M.-F. Ludmann-Obier. Un aspect de la chasse aux cerveaux : les transferts de techniciens allemands en France (1945-1949) dans *Relations internationales* N° 46 (1986), p. 195-208.

le professeur Planke, qui souhaitait venir travailler en France en 1948, se heurta à un refus obstiné du CNRS : « *Les chercheurs français du froid manquent de moyens matériels pour leurs propres recherches. Ils sont très mal payés. Ils sont par principe hostiles à la présence d'un chercheur allemand qui serait beaucoup mieux payé qu'eux* »²⁸.

Cette attitude de repli sur soi-même était heureusement l'exception. Il existait en Allemagne un certain nombre de laboratoires, dépendant généralement des universités ou des anciens Kaiser Wilhelm Institute, dont les recherches, bien que d'une grande valeur, n'intéressaient directement ni les militaires, ni les industriels. Le CNRS prit en charge ces laboratoires²⁹, par l'intermédiaire d'une commission de spécialistes. Celle-ci avait pour tâche d'associer le laboratoire allemand aux laboratoires français travaillant dans le même domaine, de fixer les programmes de recherche et d'approuver les budgets correspondants, de trouver et de prendre en charge des étudiants ou de jeunes scientifiques français désireux de travailler un an ou deux en Allemagne. Des bourses avaient été créées par la direction de l'Enseignement pour financer de tels séjours. C'est ainsi, par exemple, qu'un jeune chercheur fut envoyé en 1946 au laboratoire du professeur Schuler à Echingen, pour s'initier à l'utilisation d'un spectrographe de masse, équipement pratiquement inconnu en France jusqu'alors.

La mission CNRS joua également un rôle prépondérant dans les liens privilégiés qui se créèrent à cette époque entre un certain nombre de laboratoires de physique nucléaire allemands regroupés dans le cadre de la nouvelle université de Mayence et le commissariat à l'Énergie atomique dirigé par Frédéric Joliot. Grâce à l'intervention du CNRS cet institut put être doté d'un grand caisson à air comprimé qui était retenu en zone américaine et recevoir dans les plus brefs délais de la zone anglaise, les pièces détachées pour un générateur de neutrons.

Plus généralement, le CNRS systématisa l'échange d'information entre scientifiques allemands et français. Des collections complètes du Bulletin analytique furent vendues aux universités de Freiburg, Tübingen, Mayence, Innsbruck et Vienne et des abonnements à des périodiques souscrits par l'intermédiaire de la mission. Inversement, le centre de Documentation put s'enrichir d'ouvrages allemands importants n'existant pas en France.

Dans le même ordre d'idée, le CNRS s'associa très étroitement à la publication des « Fiat Reviews ». L'idée de base lancée par la FIAT américaine et soutenue par les Britanniques, était de permettre aux scientifiques allemands de publier leurs travaux de la période 1939-1945. En effet, tant en raison de la pénurie de papier que des interdictions de publier frappant ceux qui étaient hostiles au régime, la bibliographie allemande avait été à peu près réduite à néant pendant les dernières années de la guerre. Il était donc prévu de faire paraître 50 volumes de 200 pages, chacune des trois nations alliées étant chargée d'un certain nombre de disciplines et devant fournir 10 tonnes de papier et 75 000 marks pour payer l'éditeur allemand. En fait chaque pays eut à déboursier plus du double et la collection compta au total 84 volumes.

28. Procès verbal des réunions de la Commission supérieure de la Recherche scientifique. A.O. Caisse 4433/paquet 250.

29. Sur ce rôle du CNRS, voir historique et activité... op. cit.

LA FIN DE LA MISSION CNRS

La publication des Fiat Reviews fut semble-t-il la dernière opération de quelque envergure à laquelle participa la mission CNRS. Son effectif ne cessait de toute façon de baisser : d'une vingtaine de personnes en 1946, il était tombé à la moitié l'année suivante et n'en comptait plus que deux en 1948. Elle fut rattachée administrativement en février 1950 au groupe français de Contrôle scientifique et obtint de rester à Gengenbach au lieu de suivre l'office militaire de Sécurité (OMS) à Freudensstadt. Ces deux derniers rescapés revinrent à Paris en octobre 1950 et leurs propos laissaient percer une certaine amertume tant sur le plan professionnel que sur le plan personnel. L'un d'eux, le professeur Decombe, dernier chef de la mission, notait en février 1950 : « *Le CNRS semble avoir déçu beaucoup de monde en zone en se réduisant à une mission d'achat. On attendait de lui une collaboration technique et scientifique qui a été effective à un moment donné, mais qui, depuis plus d'un an, s'est réduite progressivement à zéro* »³⁰.

Avec le recul du temps, ces reproches semblent assez injustifiés, en particulier le mépris envers la fonction de « mission d'achat ». Outre que celle-ci correspondait à un besoin réel des laboratoires que ne pouvait satisfaire une économie française exsangue, le rendement financier de la mission, évalué de façon très précise en 1948, était largement positif. (Cf. Tableau en annexe).

Pour les trois années 1945-46-47, les frais généraux en Allemagne et en France se montaient à 8,7 millions de francs, alors que le bénéfice sur les cessions de matériel pour la seule année 1947, s'élevait à 8 millions de francs. Un nouveau bénéfice de 8,5 millions de francs était à prévoir sur les cessions en 1948 de matériels en magasin, alors que les frais généraux pour la même période seraient très bas, en raison de la forte compression des effectifs de la mission. Si l'on mentionne encore pour mémoire la vente des machines-outils superflues pour 2,1 millions de francs et surtout le bénéfice « en nature » constitué par les 100 millions de matériel récupéré gratuitement en 1945 et 1946, le CNRS n'avait en rien à rougir du bilan de sa mission en Allemagne.

L'importance de la reprise des relations scientifiques entre laboratoires français et laboratoires allemands est évidemment beaucoup plus difficile à évaluer. Elle dépasse le cadre de ce travail et devrait être étudiée sur une période beaucoup plus longue, par exemple jusqu'au traité franco-allemand de 1963. Les reproches faits à l'époque au CNRS s'inscrivent en fait dans un mouvement généralisé de déception devant les résultats de l'occupation en Allemagne, mouvement qui commence à se faire jour en France dès la fin de 1947. Il aboutira à partir de 1948 à l'abandon progressif de la politique d'exploitation d'un pays vaincu et au passage à celle du développement économique et de la coopération avec un futur partenaire.

30. Sur la fin de la mission CNRS, voir Archives du CNRS 80 284/liaise 115.

BILAN DE LA MISSION CNRS AU 1/1/1948

Frais généraux (en francs)

	Allemagne	Paris	SNCF et douane
1945	100 000		
1946	2 200 000	1 500 000	2 000 000
1947	1 400 000	1 500 000	
Total	3 700 000	3 000 000	2 000 000
Total général		8 700 000	

Recettes (en francs)

	Valeur du matériel	Prix de cession
Matériel récupéré	100 000 000	0
Cession 1947	7 000 000	15 000 000
Matériel en magasin au 1 ^{er} janvier 1948	8 500 000	17 000 000

Bénéfice réalisé en 1947.....	8 000 000
Bénéfice prévu en 1948-49.....	8 500 000
Vente de tours inutilisables	2 100 000

Source : Rapport sur la mission du CNRS 1^{er} juin 1948. Archives du CNRS 80 284 / liasse 115.

Gérald Gaillard
Université de Lille 1

Chronique de la recherche ethnologique dans son rapport au centre national de la recherche scientifique 1925-1980

« Ah ! faute d'une université qui serait ethnologie, allons d'une ethnologie faire université ».

J. Lacan : « Radiophonie », dans « Scilicet », Paris : Gallimard éditeur, 1970, p. 64.

« Je me suis souvent demandé quelle serait mon attitude s'il m'arrivait d'être interrogé par un ethnologue; aujourd'hui, je n'hésite guère sur la réponse : je le mettrais à la porte sans autre forme de procès ».

E. Terray : « Lettres à la fugitive », Paris : Odile Jacob, 1988, 220 pages, p. 45.

« On ne peut pas se dévouer à plusieurs maisons à la fois. Qui va partout ne trouve d'intérêt vif nulle part. Les grands ne protègent que ceux qui rivalisent avec leurs meubles, ceux qu'ils voient tous les jours, et qui savent leur devenir quelque chose de nécessaire, comme le divan sur lequel on s'assied ».

H. de Balzac : « Splendeurs et misères des courtisanes », Paris : Gallimard, Pléiade, citation p. 508.

PRÉAMBULE

Le texte présenté ci-dessous s'inscrit dans un programme de recherches portant sur l'histoire de l'ethnologie française et fait suite à la rédaction d'une thèse soutenue à « l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales » en 1987. On trouvera dans le texte qui suit une présentation de la constitution de la discipline dans son lien à l'histoire du Cnrs et du point de vue des institutions. Il ne s'agit donc pas ici de traiter de l'histoire de ses concepts, problématiques, méthodes ou objets successifs. Je mène par ailleurs ce dernier travail mais, il me semble, qu'il est